



LES FRANÇAIS, L'ÉPARGNE ET LA RETRAITE

ENQUÊTE 2023 AG2R LA MONDIALE
AMPHITÉA - CERCLE DE L'ÉPARGNE



Spécialiste de la protection sociale et patrimoniale en France, **AG2R LA MONDIALE** assure les particuliers, les entreprises et les branches, pour protéger la santé, sécuriser le patrimoine et les revenus, prémunir contre les accidents de la vie et préparer la retraite. Le Groupe compte plus de 15 millions d'assurés et accompagne 500.000 entreprises au quotidien. Avec près de 15.000 collaborateurs, AG2R LA MONDIALE est présent sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin. Société de personnes à gouvernance paritaire et mutualiste, le Groupe cultive un modèle de protection sociale unique qui conjugue étroitement rentabilité, solidarité et performance. Dans le cadre de l'action sociale AG2R Agirc-Arrco et AG2R Prévoyance, et plus globalement de son engagement sociétal, AG2R LA MONDIALE œuvre au quotidien pour le bien-vieillir au plus près des besoins des personnes et des territoires.

AMPHITÉA, association d'assurés, souscrit auprès d'AG2R LA MONDIALE au nom et au profit de ses adhérents, des contrats répondant à leurs besoins de protection sociale et patrimoniale (épargne, retraite, santé, prévoyance, dépendance, obsèques). Avec près de 450 000 adhérents, elle s'inscrit parmi les plus grandes associations d'assurés en France. AMPHITÉA s'appuie également sur un réseau de plus de 100 Correspondants régionaux, qui représente une force de dialogue et de proposition auprès de son partenaire assureur.

Think tank d'AG2R LA MONDIALE dédié à l'épargne, la retraite et à la prévoyance, le **Cercle de l'Épargne** est présidé par Jean-Pierre Thomas. Il mène des études à dimension économique et sociale pour comprendre les grands enjeux de la protection sociale.

SOMMAIRE

01

L'ÉPARGNE VUE PAR LES FRANÇAIS



02

LA RETRAITE DES FRANÇAIS



03

LES FRANÇAIS ET LA
RÉFORME DES RETRAITES



ÉDITOS



BRUNO ANGLES

Directeur général d'AG2R LA MONDIALE

ÉPARGNE ET RETRAITE, COMMENT RÉPONDRE AU DÉFI DES QUATRE GÉNÉRATIONS

Hausse des taux, des prix, transition énergétique, allongement de la durée de la vie, en 2023, les Français sont appelés à relever de nombreux défis.

Le retour de l'inflation qui avait disparu depuis quarante ans, la hausse des taux et la lutte contre le réchauffement climatique imposent d'importants changements tant pour les citoyens que pour les entreprises.

Parallèlement, l'espérance de vie en forte progression ces soixante-dix dernières années, avec les baby-boomers d'hier qui sont devenus les papy-boomers d'aujourd'hui, modifie en profondeur notre société et notamment les équilibres de la protection sociale. Quatre générations cohabitent, c'est à la fois une très bonne nouvelle et un immense défi qui impose une mobilisation générale pour accompagner et financer le bien vieillir.

Ce contexte complexe n'est pas sans influence sur les résultats de la dixième enquête AG2R LA MONDIALE – AMPHITÉA – Cercle de l'Épargne. Avec plus d'acuité que les années précédentes, les Français expriment une vive inquiétude en ce qui concerne l'évolution de leur pouvoir d'achat, de leurs pensions de retraite et de leur épargne. Ils sont

à la recherche de solutions pour se préserver des conséquences de la hausse des prix et de la nouvelle donne démographique considérant pour une bonne majorité que leurs pensions seront insuffisantes pour vivre correctement à la retraite. Ainsi, si l'enquête 2023 souligne la préférence des ménages pour le Livret A, elle indique également qu'ils n'entendent pas se détourner des placements de long terme.

Le Groupe AG2R LA MONDIALE qui est un acteur majeur de la retraite par répartition à travers l'AGIRC-ARRCO et de l'épargne de long terme avec l'assurance vie et le Plan d'Épargne Retraite, est en phase avec les aspirations des Français. À travers l'ensemble de ses métiers, le Groupe est un acteur engagé du bien vivre et du bien vieillir, avec des solutions pour bien épargner, bien préparer et vivre sa retraite, qui répondent aux aspirations de chacun avec par exemple des offres de résidences service seniors avec Domitys, 1er acteur de ce marché.

Face à ces multiples enjeux, cette mobilisation générale pour le bien vieillir doit aussi s'accompagner d'une pédagogie et d'un discours de vérité. C'est l'un des objectifs de cette enquête annuelle et plus globalement du Cercle de l'Épargne, le think tank d'AG2R LA MONDIALE, dédié à l'épargne, à la retraite et à la prévoyance.





PIERRE GEIRNAERT
Président d'Amphieta

ASSURANCE ET CONSEIL

Après la période du COVID qui a bouleversé la vie des Français dans bien des domaines comme la santé, le travail, le social et les finances, nous connaissons aujourd'hui un autre contexte tout à fait particulier marqué par l'inflation, le relèvement des taux d'intérêts amenant ainsi les épargnants à revoir l'orientation de leurs placements, auquel s'ajoute bien évidemment la réforme des retraites.

L'inflation provoque deux comportements bien distincts entre ceux qui souhaitent épargner et ceux qui sont contraints de puiser dans leur épargne. Pour la première catégorie, là aussi, on peut distinguer deux orientations différentes de placements, soit sur le long terme qui seront mieux rémunérés mais plus risqués, soit sur des livrets avec une disponibilité facile et rapide, une forme d'épargne de précaution pour faire face à des lendemains incertains.

La réforme des retraites a souvent été évoquée sans être toutefois réellement abordée. Si une majorité de Français se déclare favorable à une réforme, c'est surtout l'uniformisation des régimes qui les séduit, les autres pistes étant plus, ou très, impopulaires dès que l'on veut

reculer l'âge du départ ou allonger la durée des cotisations, tout en ayant la conviction intime qu'il faudra bien travailler plus longtemps.

Il faudra également être attentif aux inégalités intergénérationnelles qui ont tendance à se creuser. Il est certain que les plus âgés détiennent le plus d'épargne mais ce sont les plus jeunes actifs qui financent les retraites de leurs aînés, alors que le sujet de leur propre retraite n'est fait que d'incertitudes... Une source d'inquiétude est notamment son financement sur le moyen et long terme.

Dans un tel contexte, l'assurance a un rôle primordial à jouer tant en matière d'épargne que de conseils à la préparation de la retraite. L'épargne totale des Français approche les 6 000 milliards d'euros, soit le double de la dette publique, avec une bonne partie qui dort sur des comptes bancaires. Enfin, dans un contexte où de plus en plus de futurs retraités s'inquiètent du financement de leur future retraite, l'assureur ne manque pas de solutions pour répondre à leurs besoins et éviter ainsi aux jeunes générations de supporter la majorité du financement.



JEAN-PIERRE THOMAS
Président du Cercle de l'Épargne et Président de Thomas Vendôme Investment

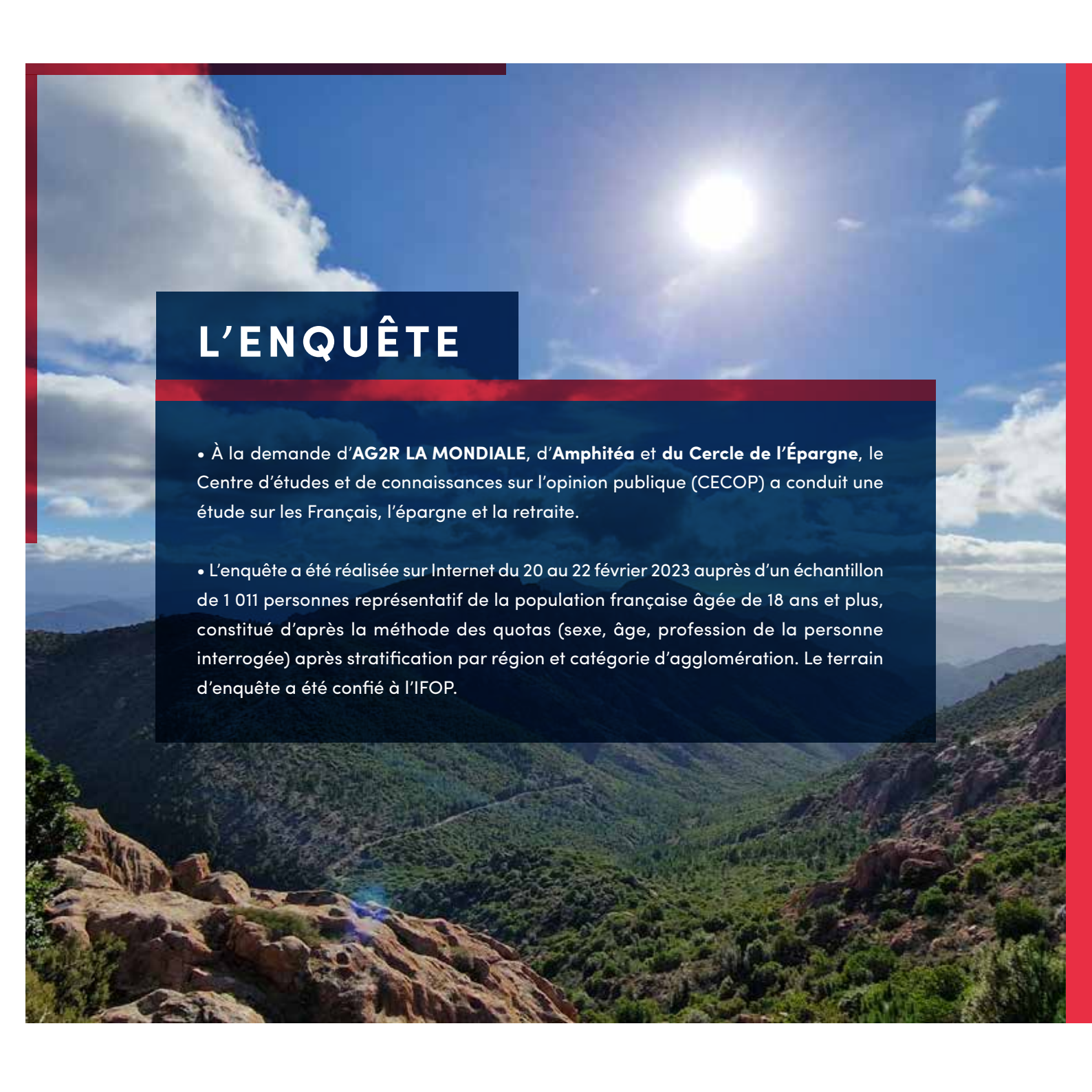
DYNAMISONS L'ÉPARGNE

Vingt ans d'enquêtes du Cercle des Épargnants puis du Cercle de l'Épargne nous enseignent que les Français sont profondément attachés à leur régime de retraite par répartition tout en souhaitant le faire évoluer en système mixte, intégrant une dose de capitalisation. Force est de constater que la création du Plan d'Épargne Retraite par la loi PACTE va dans le bon sens. Ce produit demeure néanmoins insuffisamment diffusé en particulier au sein des PME et au sein des ménages à revenus modestes risquant de générer une France à deux vitesses en matière de retraite. L'élaboration d'accords de branche visant à généraliser l'épargne retraite et l'instauration d'un crédit d'impôt pour les ménages non imposables sont des voies qui pourraient être étudiées.

L'épargne retraite serait également un outil en faveur de l'instauration d'une retraite à la carte demandée par les Français. Ces derniers

souhaitent, en effet, pouvoir décider de leur âge de départ tout en comptant sur des pensions leur assurant un niveau de vie convenable. La montée en puissance de suppléments d'épargne retraite leur accorderait ainsi plus de liberté.

Conscient de la nécessité d'épargner pour leur retraite, les Français, et c'est également une constante, privilégient toujours les placements de taux et de court terme. Le relèvement du taux du Livret A, par ailleurs, les y incite. Ce choix est sur le long terme irrationnel et contreproductif pour l'économie. La démocratisation de l'accès aux actions non cotées reste à réaliser afin d'offrir plus de rendement et permettre le financement des entreprises de taille intermédiaire, indispensable à la constitution d'un tissu économique dense et performant.



L'ENQUÊTE

- À la demande d'**AG2R LA MONDIALE**, d'**Amphitéa** et du **Cercle de l'Épargne**, le Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (CECOP) a conduit une étude sur les Français, l'épargne et la retraite.
- L'enquête a été réalisée sur Internet du 20 au 22 février 2023 auprès d'un échantillon de 1 011 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Le terrain d'enquête a été confié à l'IFOP.



1. L'ÉPARGNE VUE PAR LES FRANÇAIS

**DE LEURS DIFFICULTÉS
FINANCIÈRES À LA
PERCÉE DU LIVRET A**

LES DIFFICULTÉS DES FRANÇAIS (1/2) : UNE PART IMPORTANTE ESTIME QUE LA VALEUR DE SON ÉPARGNE A DIMINUÉ DEPUIS UN AN, UN SENTIMENT ÉGALEMENT PARTAGÉ

Après une période de quarante ans où elle était restée contenue à un niveau très bas, l'inflation est de retour particulièrement dans des secteurs touchant de près la vie des Français. Elle impacte leur vie quotidienne, leur pouvoir d'achat et aussi leur rapport à l'épargne. Ainsi, **seulement 14 % des personnes interrogées estiment que depuis un an la valeur de leur épargne a augmenté**. Un pourcentage très minoritaire dans toutes les catégories de la population avec une seule pointe à 23 % parmi les

cadres. Si, dans l'ensemble de l'échantillon, **31 % considèrent que la valeur de leur épargne est restée à peu près la même**, un pourcentage plus important encore la juge « diminuée », avec des pourcentages extrêmement voisins quels que soient la catégorie professionnelle ou le niveau de revenus. Au demeurant, il varie assez peu selon les produits d'épargne détenus se situant à 41 % parmi les détenteurs d'actions ou 44 % parmi les possesseurs d'un contrat d'assurance vie.

COMPTE TENU DU RENDEMENT DES PRODUITS FINANCIERS ET DE L'INFLATION, LA VALEUR DE VOTRE ÉPARGNE DEPUIS UN AN :

	Selon le niveau de revenus					Selon la profession		
	Ensemble	Modeste	Moyen inférieur	Moyen supérieur	Élevé	Cadre	Employé, ouvrier	Retraité
A diminué	40	43	43	40	44	40	40	40
Est restée à peu près la même	31	27	30	37	35	29	15	38
A augmenté	14	10	16	19	18	23	28	11
N'a aucune épargne	15	20	11	4	3	8	17	11
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



LES DIFFICULTÉS DES FRANÇAIS (2/2) : 43 % DES INTERVIEWÉS DISENT QUE CETTE ANNÉE ILS RÉDUIRONT LEURS DÉPENSES ET LEUR CONSOMMATION

Interrogés sur leurs choix principaux pour 2023 en matière de dépenses et d'épargne, **les Français placent de très loin en tête la volonté de réduire leurs dépenses et leur consommation (43 % des réponses)**. Sur ce plan, il y a des écarts entre les différentes catégories socioprofessionnelles, sauf entre les retraités (42 %) et les non retraités (43 %). Selon l'âge, cette intention touche plus nettement les 50-64 ans (à 53 %). Les revenus intermédiaires – les « moyens inférieurs » – sont un peu plus dans cet état d'esprit (à 49 %) quand les revenus aisés sont beaucoup moins concernés (33 % seulement). La différence est

forte entre les hommes (37 %) et les femmes (48 %), toujours plus en charge, dans notre société des tâches du quotidien. S'agissant des perspectives d'épargne, les réponses sont assez éclatées. **24 % des interviewés ont l'intention de ne pas toucher à l'épargne constituée voire pour une plus faible part, d'augmenter leur effort d'épargne.** Mais 13 % envisagent de puiser dans leur épargne, un pourcentage qui monte à 27 % si l'on cumule la première et la deuxième réponse avec un score distribué de façon assez égale selon le niveau de revenus.

CETTE ANNÉE, VOUS ALLEZ : (1 seule réponse)

■ Selon le niveau de revenus ■ Selon le sexe

	Ensemble	Modeste	Moyen inférieur	Moyen supérieur	Élevé	Homme	Femme
Réduire vos dépenses et votre consommation	43	43	49	42	33	37	48
Les augmenter	7	7	4	7	8	7	6
Puiser dans votre épargne	13	15	14	14	12	12	14
Ne pas y toucher mais ne pas l'augmenter	15	13	15	18	24	19	12
Augmenter votre effort d'épargne	9	7	10	12	9	10	7
Ne rien changer pour vous	13	14	7	6	12	14	13
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



LES PRODUITS D'ÉPARGNE JUGÉS INTÉRESSANTS : VÉRITABLE PERCÉE DU LIVRET A

Après le relèvement du taux d'intérêt du Livret A, ce produit décolle dans la série testée pour savoir si chacun d'eux est jugé intéressant ou pas intéressant. **Alors qu'en 2019 seuls 26 % des Français jugeaient le Livret A intéressant puis 34 % en 2022, le score s'envole début 2023 à 65 %.** Ce qui frappe aussi, c'est que ce pourcentage varie assez peu selon le niveau de revenus. Ce taux est de 62 % pour les personnes à faibles revenus, de 66 % pour les personnes à revenus élevés. Il est de 64 % chez les cadres et 63 % chez les ouvriers. L'écart est plus net selon les tranches d'âge en allant croissant de 58 % chez les 18-34 ans à 75 % chez les plus de 65 ans. Sur les autres produits financiers

mesurés, la stabilité est beaucoup plus la règle, en particulier pour les actions et l'assurance vie. Notons que les détenteurs d'actions continuent de les juger comme un placement intéressant à 80 %. 83 % des possesseurs d'un contrat d'assurance vie estiment ce produit intéressant. Le recul le plus net concerne « les cryptomonnaies, comme le bitcoin », citées en 2022 (seul le bitcoin était alors cité) à hauteur de 22 % et seulement à 15 % en 2023, avec des différences considérables selon les tranches d'âge et un score toujours élevé dans les jeunes générations (31 % parmi les 18-34 ans).

JUGE INTÉRESSANTS LES PRODUITS SUIVANTS (EN %) :

	Ensemble	Selon l'âge	Selon le niveau de revenus								
	Rappel 2019	Rappel 2022	2023	18-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	Modeste	Moyen inférieur	Moyen supérieur	Élevé
Le Livret A	26	34	65	58	59	67	75	62	68	70	66
Un bien immobilier que l'on loue	61	65	60	69	62	53	56	54	58	66	72
L'assurance vie	58	59	56	50	61	55	58	54	57	64	68
Les parts de SCPI	nd	nd	44	49	44	39	44	35	43	53	62
Des actions	40	46	42	48	35	42	41	32	43	52	54
Les cryptomonnaies	nd	22	15	31	19	7	4	18	13	15	11



CONFIRMATION : LE LIVRET A ARRIVE EN TÊTE DES PRODUITS FINANCIERS
QUI PROTÈGENT LE MIEUX DE L'INFLATION

Interrogés à l'aide d'une liste sur les produits financiers qui protègent le mieux de l'inflation, avec trois réponses autorisées, les Français confirment leur prédilection pour les livrets d'épargne, renforcée par leurs meilleurs taux de rémunération. **Le Livret A arrive en tête avec 29 % des réponses mais il faut noter qu'il se trouve ex æquo avec la réponse « Aucun »,** privilégiée par les personnes ne détenant aucun patrimoine et donc plus éloignées de cette problématique.

Pour sa part, le Livret A est cité à un haut niveau y compris parmi les détenteurs de patrimoine élevé. Les actions et l'assurance vie arrivent loin derrière mais leur attrait est directement proportionnel au niveau de patrimoine possédé. On relève enfin que l'immobilier locatif est à un assez haut niveau suscitant l'intérêt principalement des détenteurs d'un patrimoine moyen.

LES PRODUITS D'ÉPARGNE PERÇUS COMME LES PLUS PROTECTEURS FACE À L'INFLATION :
(3 réponses possibles)

■ Selon le niveau de patrimoine ■ Selon l'évolution perçue de la valeur de son épargne

	Ensemble	Aucun	Faible	Moyen	Élevé	A augmenté	Est resté la même	A diminué
Le Livret A	29	24	33	34	27	41	35	26
Le livret d'épargne populaire	23	14	26	35	27	30	23	26
L'immobilier locatif	22	15	26	30	28	30	26	22
Des parts de SCPI	8	5	9	8	16	5	7	12
Les actions	9	6	9	12	20	13	10	9
L'assurance vie en unité de compte	8	5	9	6	17	7	6	11
L'assurance vie en fonds euros	7	4	7	11	13	9	9	6
Aucun	29	46	20	14	11	12	25	25
	%	%	%	%	%	%	%	%



SEULS 15 % DES FRANÇAIS SOUHAITENT VOIR AUGMENTER LE NIVEAU DES IMPÔTS
SUR LES PATRIMOINES (IMMOBILIER, PLACEMENTS FINANCIERS)

L'un des enseignements majeurs de l'enquête AG2R LA MONDIALE - AMPHITÉA - Cercle de l'épargne est que seuls **15 % des Français souhaitent augmenter le niveau des impôts sur les patrimoines (immobilier, placements financiers)**. Même parmi les personnes qui ne disposent d'aucun patrimoine, le pourcentage ne dépasse pas 18 %. Il est à la moyenne ou presque parmi les proches de la France insoumise (16 %) et à peine plus haut parmi les lepénistes (23 %). En réalité, le partage de l'opinion publique se fait entre le souhait de maintenir le niveau actuel de ses impôts (43 %) et le désir de les

baissier (42 %). Ce sont les sympathisants des Républicains qui sont au plus haut (65 %) pour réclamer cette baisse mais le score est élevé parmi les Insoumis eux-mêmes (43 %) et aussi les lepénistes (42 %) traduisant sans doute une hostilité de principe à la notion même d'impôt. En revanche, on relève une approche assez voisine – rare par les temps qui courent – entre les sympathisants du PS et ceux de Renaissance pour souhaiter ni augmenter ni baisser les impôts sur les patrimoines mais les maintenir à leur niveau actuel.

ESTIME QU'IL FAUDRAIT :

Ensemble

Selon le niveau de patrimoine

Selon la préférence partisane

	Ensemble	Aucun	Faible	Moyen	Élevé	LFI	PS	EELV	Renaissance	LR	RN
Augmenter le niveau des impôts les concernant	15	18	17	10	8	16	14	21	5	7	23
Le maintenir au niveau actuel	43	43	41	45	48	41	57	47	63	28	35
Le baisser	42	40	42	45	44	43	29	32	32	65	42
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %





2. LA RETRAITE DES FRANÇAIS

**LE GRAND DÉCALAGE
ENTRE L'ÂGE DE DÉPART
SOUHAITÉ ET L'ÂGE DE
DÉPART PROBABLE**

UN PEU MOINS D'INQUIÉTUDE POUR « VIVRE CORRECTEMENT » À LA RETRAITE, MAIS C'EST SURTOUT LE FAIT DES RETRAITÉS EUX-MÊMES

À la question majeure « Estimez-vous qu'à la retraite vous avez/aurez une pension de retraite suffisante pour vivre correctement ? », la réponse des interviewés continue de marquer une inquiétude dominante (65 % répondent « pas suffisante ») mais tout de même en retrait par rapport au pic de 2018 (74 %) et moins, aussi, qu'en 2019 (69 %). Cependant la coupure principale continue d'opposer les retraités – un sur deux est satisfait – aux non retraités – à peine plus d'un sur quatre est confiant. On constate même parmi les

retraités une remontée de la réponse « suffisante » qui progresse de cinq points en un an et s'établit à 54 %. En revanche, parmi les non retraités, la stabilité est la règle à un niveau beaucoup plus bas (28 %). Globalement, l'écart est très important entre les hommes (la pension est ou sera suffisante à 43 %) et les femmes (seulement 27 %), entre les cadres (46 %) et les ouvriers (28 %). En revanche, entre les tranches d'âge des actifs, de 18 ans à plus de 50 ans, les écarts sont beaucoup plus limités.

.....

ESTIME QU'À LA RETRAITE MA PENSION EST/SERA :

■ Ensemble ■ Parmi les non retraités ■ Parmi les retraités

	Rappel 2019	Rappel 2022	2023	Rappel 2019	Rappel 2022	2023	Rappel 2019	Rappel 2022	2023
Suffisante pour vivre correctement	31	34	35	24	28	28	50	49	54
Insuffisante pour vivre correctement	69	66	65	76	72	72	50	51	46
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



UNE BAISSÉ SIGNIFICATIVE DE LA PROPORTION DES NON RETRAITÉS QUI DÉCLARENT PLACER DE L'ARGENT DANS UN PRODUIT D'ÉPARGNE POUR AMÉLIORER LEUR RETRAITE

La proportion de non retraités qui déclarent placer de l'argent dans un produit d'épargne pour améliorer leur retraite enregistre une baisse importante si l'on compare les résultats de 2023 à ceux de 2019 (année précédant la crise du Covid). 59 % déclaraient le faire il y a quatre ans, ils ne sont plus que 51 %. Dans la quasi-totalité des cas, le recul provient non pas de ceux qui épargnent régulièrement dans ce but mais de ceux qui le font « quand c'est possible ». Il y a là un effet direct des difficultés financières d'une partie importante de la

population. On le mesure en examinant l'évolution des résultats selon le niveau de revenus. C'est en effet parmi les personnes modestes que le recul de cet effort d'épargne pour la retraite est le plus important : - 16 points entre 2019 et 2023 contre - 8 pour l'ensemble de la population. Si l'on considère la seule épargne régulière, la baisse n'apparaît que parmi les revenus modestes, la stabilité est parfaite parmi les revenus élevés et on observe même une légère hausse des épargnants réguliers parmi les revenus intermédiaires.

ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE : (Non retraités)

■ Ensemble ■ Selon le niveau de revenus

			Modeste		Moyen inférieur		Moyen supérieur		Élevé	
	Rappel 2019	2023	Rappel 2019	2023	Rappel 2019	2023	Rappel 2019	2023	Rappel 2019	2023
OUI	59	51	55	39	61	57	68	59	75	72
dont : Régulièrement	26	26	22	17	28	29	35	38	49	49
Quand c'est possible	33	25	33	22	33	28	33	21	26	23
NON	41	49	45	61	39	43	32	41	25	28
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



L'ÉCART EST MASSIF ENTRE L'ÂGE SOUHAITÉ POUR PARTIR À LA RETRAITE ET L'ÂGE QUE L'ON JUGE PROBABLE

Parmi les non retraités, l'écart est très important entre l'âge où l'on souhaiterait partir à la retraite et l'âge auquel on pense qu'on le fera effectivement. Encore en 2023, 55 % des non retraités voudraient donc le faire à 60 ans ou même avant, alors que 43 % pensent qu'en réalité ils partiront à la retraite à 65 ans voire plus tard encore. En cumulant les réponses, 67 % citent un âge de départ à 63 ans voire plus tard. **C'est cet écart entre souhait et réalité qui explique en profondeur le mal-être de beaucoup de Français sur ce sujet et la grande difficulté à faire accepter une réforme retardant l'âge légal tout en**

considérant une telle mesure inéluctable. On aurait pu penser que parmi les jeunes actifs l'écart entre souhait et perspective soit moins grand. Il n'en est rien : 63 % des 18-34 ans souhaiteraient partir à 60 ans ou même avant (horizon certes pour eux encore lointain) mais ils sont aussi très nombreux (54 %) à penser qu'en fait ils partiront à 65 ans voire davantage. En définitive, c'est parmi les 50 ans et plus que l'écart entre souhait et réalité est le plus réduit tant sans doute l'horizon se rapproche.

CITE COMME ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE :
(Non retraités)

■ Ensemble ■ Selon l'âge des interviewés

	L'âge souhaité	L'âge probable	18-34 ans		35-49 ans		50 ans et plus	
			Souhaité	Probable	Souhaité	Probable	Souhaité	Probable
60 ans ou même moins	55	18	63	21	62	16	37	15
62 ans	25	15	14	8	25	14	37	23
63 ou 64 ans	10	24	11	17	7	28	13	28
65 ans ou plus	10	43	12	54	6	42	13	34
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



LA PRÉVISION DU DÉPART À LA RETRAITE EN INTÉGRANT LA DURÉE DE COTISATION

Presque la moitié des non retraités pense partir à la retraite dès l'âge légal avec le nombre de trimestres assurant une retraite à taux plein (48 % des réponses). C'est parmi les ouvriers qui, le plus souvent, ont commencé à travailler tôt que le score est le plus élevé (61 %). Il est également haut parmi les non retraités de plus de 50 ans (57 %). Globalement, les non retraités sont un quart (26 % exactement) à vouloir partir dès l'âge légal en subissant une décote et en sens contraire un autre quart à vouloir le faire au-delà de l'âge légal pour obtenir une

retraite à taux plein. Les hommes acceptent beaucoup plus volontiers que les femmes un départ aussi rapide que possible même avec décote. Les non retraités de plus de 50 ans visent un départ à l'âge légal sans décote beaucoup plus fréquemment que les 35-49 ans. Assez naturellement, ceux qui considèrent que leur pension sera tout à fait insuffisante pour vivre correctement sont les plus nombreux à envisager d'aller au-delà de l'âge légal mais 31 % d'entre eux veulent partir dès ce moment-là même en subissant une décote.

PENSE PARTIR À LA RETRAITE : (Non retraités)

■ Selon le sexe ■ Selon l'âge ■ Pense que sa pension sera

	Ensemble	Homme	Femme	18-34 ans	35-49 ans	50 ans et plus	Suffisante	Plutôt insuffisante	Tout à fait insuffisante
Dès l'âge légal même en subissant une décote	26	30	22	24	33	22	30	20	31
À l'âge légal sans décote	48	46	51	46	43	57	51	56	36
Au-delà de l'âge légal pour obtenir une retraite à taux plein	26	24	27	30	24	21	19	24	33
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



CE QU'ON FAIT OU FERA POUR MAINTENIR LE PLUS POSSIBLE SON NIVEAU DE VIE À LA RETRAITE

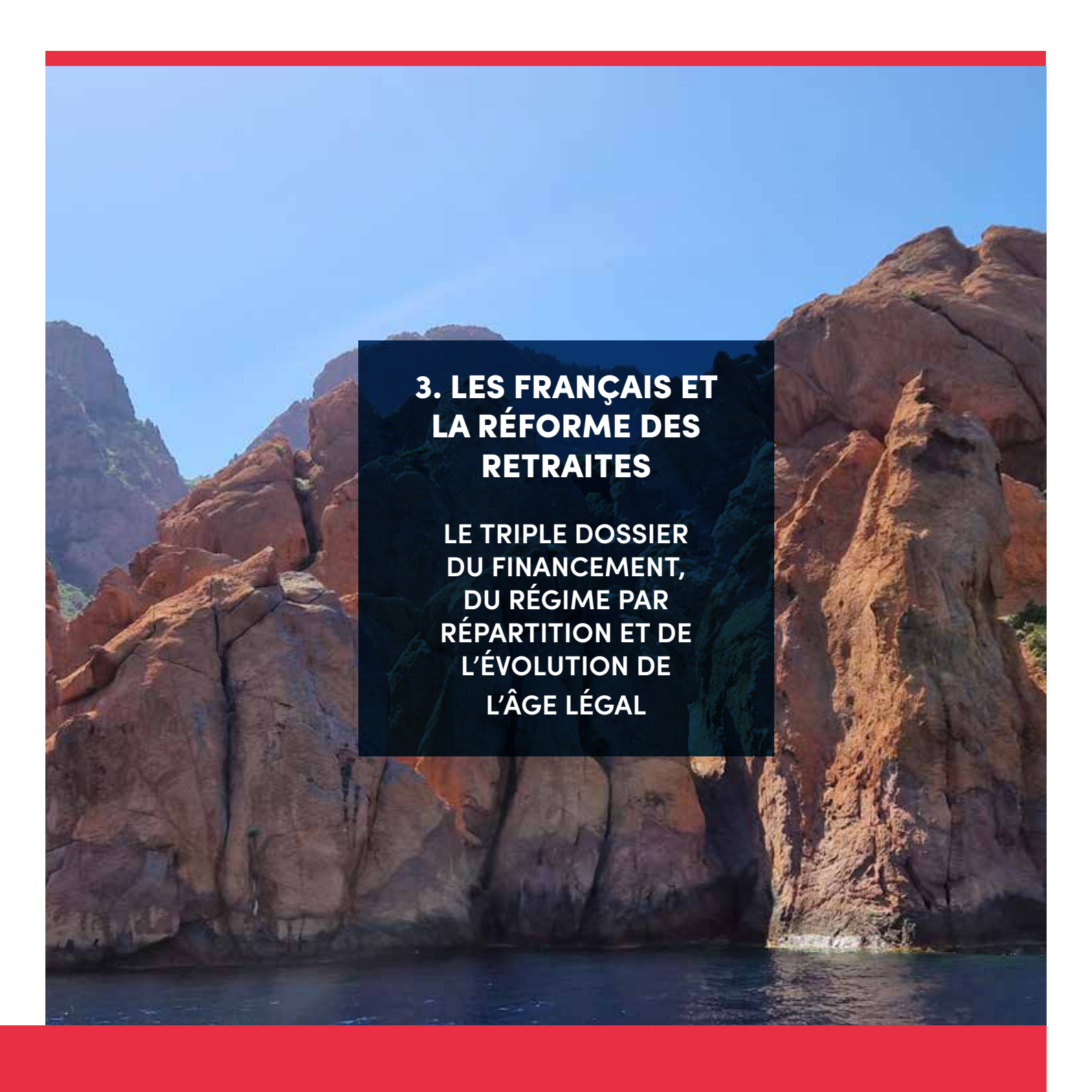
Pour maintenir le plus possible son niveau de vie à la retraite, si on y est déjà ou quand on y sera, l'élément qui domine tous les autres, celui qui sécurise le plus, est d'être propriétaire de sa résidence principale. Il est cité – trois réponses étant autorisées – par 48 % des interviewés comme ce qu'on a fait ou fera, pratiquement de façon identique par les retraités et les non retraités. En matière d'épargne, le partage se fait naturellement : les non retraités valorisent assez fréquemment un produit retraite alors que les retraités se tournent beaucoup plus vers l'assurance vie. Notons qu'une proportion significative des non retraités

envisage soit de continuer à travailler le plus longtemps possible, soit de cumuler pendant quelques années un emploi avec leur retraite. Enfin, les non retraités qui pensent que leur pension sera « tout à fait insuffisante » pour vivre correctement sont en retrait sur tous ces points, en particulier sur les biens immobiliers. Le tiers d'entre eux (34 %) ne cite d'ailleurs aucun élément sur cette question, mais environ un sur cinq envisage de continuer à travailler le plus longtemps possible ou à cumuler pendant quelques années un emploi avec leur retraite (31% d'entre eux envisageant en fin de compte SOIT l'un SOIT l'autre).

RECOURS ENVISAGÉS OU MIS EN PLACE POUR MAINTENIR SON NIVEAU DE VIE À LA RETRAITE (EN %) : (3 réponses possibles)

■ Situation face à la retraite ■ Juge que sa pension de retraite sera : (non retraités)

	Ensemble	Retraités	Non retraités	Suffisante	Plutôt insuffisante	Tout à fait insuffisante
Être propriétaire de sa résidence principale	48	50	47	50	55	36
Investir dans l'immobilier locatif	18	7	22	25	20	22
Épargner sur une assurance vie	18	27	15	16	20	8
Épargner sur un produit retraite	14	4	18	25	19	10
Continuer à travailler le plus longtemps possible	14	8	16	10	18	18
Cumuler un emploi-retraite	14	6	17	9	20	19
Rien de tout cela	25	30	24	20	18	34



3. LES FRANÇAIS ET LA RÉFORME DES RETRAITES

**LE TRIPLE DOSSIER
DU FINANCEMENT,
DU RÉGIME PAR
RÉPARTITION ET DE
L'ÉVOLUTION DE
L'ÂGE LÉGAL**

L'OBJECTIF POURSUIVI PAR L'ACTUELLE

RÉFORME DES RETRAITES SELON LES FRANÇAIS

Si la réforme actuelle des retraites est fortement contestée dans l'opinion publique, ses objectifs sont cependant assez bien compris puisque les personnes interrogées – avec une seule réponse autorisée – mettent en avant la garantie de pérennité du régime par répartition (23 %) ex æquo avec le souci d'équilibrer financièrement le système. À l'inverse, la volonté d'améliorer le taux d'emploi dans notre pays et le taux de croissance n'est citée que par 6 % des répondants. Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, la volonté de rassurer les marchés financiers et l'Union européenne n'est citée que par 18 %

des interviewés. Les réponses sont structurées par l'âge : plus on vieillit, plus on met en avant les raisons financières de la réforme. Sur le plan politique, c'est le cas en particulier des sympathisants de Renaissance et des Républicains. Enfin, on relève un taux très élevé de la réponse « Rien de tout cela » (30 %), particulièrement chez les jeunes et les sympathisants des extrêmes, ce qui renvoie sans doute à une lecture politique des motivations de la réforme voire à l'attribuer à une volonté personnelle du chef de l'État.

L'OBJECTIF PERÇU DU REPORT À 64 ANS DE L' ÂGE LÉGAL DE DÉPART À LA RETRAITE

Selon l'âge

Selon la préférence partisane

	Ensemble	18-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	LFI	PS	EELV	Renaissance	LR	RN
Garantir le régime par répartition	23	16	18	26	32	15	19	12	46	38	20
Équilibrer financièrement le régime de retraite	23	23	19	20	29	12	22	36	41	25	19
Rassurer les marchés financiers et l'Union européenne	18	11	19	23	19	24	28	26	3	18	20
Améliorer l'emploi et les richesses	6	6	11	6	3	14	5	4	4	13	3
Rien de tout cela	30	44	33	25	17	35	26	22	6	6	38
SOUS-TOTAL OBJECTIFS PROPRES AU SYSTÈME DE RETRAITE	46	39	37	46	61	27	41	48	87	63	39

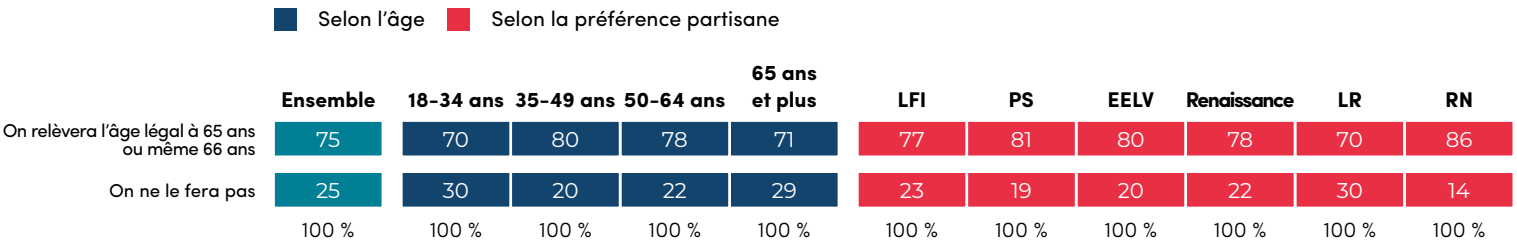


LA TRÈS GRANDE MAJORITÉ DES FRANÇAIS S'ATTEND D'ICI QUELQUES ANNÉES À UN NOUVEAU RELÈVEMENT DE L'ÂGE LÉGAL DE DÉPART À LA RETRAITE

L'un des résultats les plus spectaculaires de l'enquête est qu'en plein débat sur la réforme des retraites, **75 % des interviewés considèrent que d'ici quelques années on relèvera une nouvelle fois l'âge légal du départ en le portant jusqu'à 65 ans ou même 66 ans**. L'écart devient ainsi gigantesque entre l'âge souhaité et l'évolution de l'âge légal telle qu'elle est attendue. Il est aussi frappant de constater que sur cette perspective, les clivages sociologiques ou politiques sont limités. Car ce sentiment d'un relèvement assez rapide est partagé par 92 %

des cadres mais aussi 76 % des ouvriers, par 81 % des revenus aisés mais aussi 69 % des revenus modestes. Sur le plan politique, il est transpartisan, partagé par 78 % des sympathisants de Renaissance et aussi, ô surprise, par 86 % des partisans de Marine Le Pen et 77 % des Insoumis. Si la remontée de l'âge légal à 64 ans mécontente une très large partie de la population, les perspectives à venir l'inquiètent tout autant.

CROYEZ-VOUS QUE D'ICI QUELQUES ANNÉES :



QUATRE FRANÇAIS SUR DIX SOUHAITENT À L'AVENIR

LE SYSTÈME PAR RÉPARTITION AVEC UNE PART DE CAPITALISATION

Si les Français se prononcent massivement pour le système par répartition – seuls 15 % voudraient qu’on bascule progressivement vers le système par capitalisation – **une proportion importante (41%) souhaiterait évoluer vers un système mixte centré sur la répartition mais avec une part de capitalisation**. Il y a là une demande d’assouplissement du système. Sur ce plan, le clivage majeur est celui de l’âge : plus on est âgé, plus on est favorable au maintien du système actuel par répartition, qui paraît assurer le maintien du paiement des pensions

faute d’avoir pu rentrer plus tôt dans un système mixte. En revanche, les plus jeunes générations, inquiètes sans doute de la pérennité du système actuel, souhaiteraient une évolution vers au moins une part de capitalisation. Sur le plan politique, ce sont les partisans du PS qui sont les plus chauds partisans du maintien de la répartition pure plus fréquemment encore que les Insoumis. À l’inverse, les proches de Renaissance sont les plus chauds partisans d’un système mixte, davantage même que les Républicains.

SOUHAITE QU'À L'AVENIR :

Selon l'âge

Selon la préférence partisane

	Ensemble	18-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	LFI	PS	EELV	Renaissance	LR	RN
Le système par répartition pur	44	29	37	47	62	49	60	36	38	47	41
Le système par répartition avec une part de capitalisation	41	49	42	40	32	37	29	47	59	39	40
Le système par capitalisation mis en place progressivement	15	22	21	13	6	14	11	17	3	14	19
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



PRINCIPALES CONCLUSIONS

1. Le retour de l'inflation affecte la vie quotidienne des Français, leur pouvoir d'achat mais aussi leur rapport à l'épargne. **40 % des personnes interrogées dans l'enquête AG2R LA MONDIALE - AMPHITÉA - Cercle de l'Épargne estiment que la valeur de leur épargne personnelle a diminué depuis un an**, un pourcentage à peu près équivalent selon le niveau de revenus ou les produits d'épargne détenus. Parmi ces produits, le Livret A, après le relèvement de son taux de rendement, arrive en tête des produits jugés intéressants passant du score médiocre de 26 % en 2019 à 65 % désormais. Par ailleurs, **seulement 15 % des Français souhaiteraient voir augmenter le niveau des impôts sur le patrimoine (immobilier, placements financiers), un score qui reste faible y compris parmi les personnes ne disposant d'aucun patrimoine**, et pas davantage, ô surprise, parmi les sympathisants de la France insoumise ainsi que du Rassemblement national.

2. Parmi les non retraités, l'écart est considérable entre l'âge souhaité pour partir à la retraite et l'âge effectif auquel on pense effectivement le faire. **65 % des non retraités voudraient partir en retraite à 60 ans voire auparavant alors que 43 % pensent qu'en réalité ils partiront à 65 ans voire plus tard**. Cette différence explique en profondeur le mal-être de beaucoup de Français et la difficulté à faire accepter une réforme retardant l'âge légal tout en considérant une telle mesure comme inéluctable. À cette difficulté s'ajoute le maintien de l'inquiétude des non retraités pour leur possibilité de « vivre correctement » à la retraite avec la pension dont ils bénéficieront. 72 % d'entre eux expriment leurs inquiétudes. Mais avec les difficultés financières de beaucoup, la proportion de ceux qui déclarent placer de l'argent dans un produit d'épargne « quand c'est possible » diminue fortement passant de 33 % en 2019 à 25 % aujourd'hui. En revanche, le pourcentage de ces épargnants réguliers reste parfaitement stable à 26 %.

3. Alors que la réforme actuelle des retraites est fortement contestée, l'un des résultats les plus spectaculaires de l'enquête AG2R LA MONDIALE - AMPHITÉA - Cercle de l'Épargne est que **75 % des Français considèrent que d'ici quelques années on relèvera une nouvelle fois l'âge légal du départ à la retraite pour le porter jusqu'à 65 ans voire 66 ans**. Cette vision, à l'opposé des souhaits, est partagée par les ouvriers comme par les cadres et elle est reprise par le champ des différentes sensibilités politiques, y compris les Insoumis ou les lepénistes. Ces perspectives nourrissent une inquiétude permanente en profondeur du pays. C'est sans doute pour trouver des solutions nouvelles qu'une partie importante des interviewés, en particulier les jeunes générations, souhaiterait le maintien du régime par répartition mais en y adjoignant une part de capitalisation qui peut être interprétée comme une demande d'assouplissement du système et de garantie de sa pérennité.





AG2R LA MONDIALE

AG2R LA MONDIALE
14/16, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
01 76 60 84 01
ag2rlamondiale.fr



AMPHITÉA
5, rue Cadet
75009 PARIS
01 71 24 02 60
amphitea.com



LE CERCLE DE L'ÉPARGNE
14/16, boulevard
Malesherbes
75008 PARIS
01 76 60 85 39
cercledelepargne.com